Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS
contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

Monsieur Olivier Dussopt
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de
l'Action et des Comptes publics, chargé
de la fonction publique
139, rue de Bercy
75572 – PARIS CEDEX 12

Paris, le 28 juin 2018

Monsieur le Ministre,

Le gouvernement a lancé un chantier de concertation portant sur la rénovation du contrat social et décliné en 4 thèmes.

L'égalité professionnelle, quant à elle, est traitée dans l'agenda social même si elle est présente dans chaque chantier engagé.

Sur tous ces sujets, la méthode de dialogue social utilisée est toujours la même :

- Des discussions sur des documents établis par la DGAFP à la demande du cabinet (transmis dans des délais discutables)
- Une pseudo-concertation sur la base de questions générales globales
- L' absence de propositions concrètes, de projets de texte du gouvernement

Concernant l'égalité professionnelle, Force Ouvrière vous a déjà alerté par un courrier au mois de Février. Nous attendons toujours une réponse.

Le bilan de l'accord de 2013 et l'examen des situations comparées sont pour FO des préalables incontournables pour installer un dialogue dans la connaissance et la sincérité. Cet accord doit à présent déboucher sur une obligation de résultats.

Vous avez déclaré lundi 18 juin 2018 que la nouvelle loi Pénicaud sur le droit à la liberté de choisir son avenir professionnel comporterait une obligation de résultat en matière d'égalité salariale ; Pour FO, le gouvernement est l'ordonnateur et le régulateur de l'emploi public. Il a la maîtrise de la politique salariale, des carrières et des rémunérations de telle sorte qu'il doit montrer l'exemple. Des mesures immédiates doivent être prises et leur financement dans le temps assuré. Des règles contraignantes doivent être discutées et appliquées. A ce jour, il n'en est rien.

FO refuse ce théâtre d'ombre. En conséquence, nous suspendons notre participation aux réunions de ce groupe de travail dans l'attente de propositions concrètes de votre gouvernement et de réponses à nos demandes, tant sur la forme que le fond des discussions.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Christian GROLIER
Secrétaire général